

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le 28 JUL. 2005

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Madame BRUNO

☎ 04.91.15.64.65.

EB/BN

N° 2005-11 C

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

actualisant le montant des garanties financières
applicables à la Société DURANCE GRANULATS pour la
remise en état de la carrière sise à PEYROLLES-EN-PROVENCE,
lieux-dits "Plantain" et "Les Chapeliers", avec
installations associées de premier traitement des matériaux extraits

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le Code Minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code,

Vu le Code de l'Environnement, Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre V et Chapitre VI, et notamment son article L.516-1,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 23-3 à 23-7,

Vu l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié,

Vu l'arrêté ministériel du 10 Février 1998 modifié par l'arrêté ministériel du 9 Février 2004, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu le Schéma Départemental des Carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 96-193 C du 1^{er} Juillet 1996,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-44 C du 11 Février 2000 autorisant la Société DURANCE GRANULATS à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière, avec installations associées de premier traitement des matériaux extraits à PEYROLLES-EN-PROVENCE, lieux-dits "Plantain" et "Les Chapeliers",

.../...

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 26 Mai 2005,

Vu l'avis motivé émis par la Commission Départementale des Carrières au cours de sa séance du 5 Juillet 2005,

Considérant que l'acte de cautionnement est arrivé à échéance le 28 Février 2005,

Considérant que le montant des garanties financières doit être réactualisé pour la période quinquennale comprise entre le 11 Février 2005 et le 10 Février 2010,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2000-44 C du 11 Février 2000 sont annulées et remplacées par les prescriptions suivantes.

L'exploitant doit constituer les garanties financières de remise en état prévues par l'article L.516-1 du Code de l'Environnement dès la notification du présent arrêté.

Le montant de la garantie financière de remise en état est fixé en fonction des éléments fournis par le pétitionnaire et les modalités d'actualisation sont fixées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

L'exploitant transmet à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, dès la notification du présent arrêté, le nouveau document établissant ces nouvelles garanties financières.

ARTICLE 2

Un exemplaire du présent arrêté devra être tenu sur le site de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie sera déposée en Mairie de PEYROLLES-EN-PROVENCE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en Mairie de PEYROLLES-EN-PROVENCE pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4

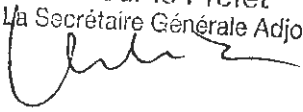
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire de PEYROLLES-EN-PROVENCE,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 28 JUIL. 2005



Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe

Sabine ENCONTRE

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N° 2005-11 C DU 28 JUIL. 2005
RELATIVE AUX GARANTIES FINANCIERES

1. La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état établi par l'exploitant présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.
2. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état pour la période quinquennale du 11 Février 2005 au 10 Février 2010 est de :

60 000 euros	pour le plan d'eau du Plantain (valeur janvier 2005) ;
380 155 euros	pour le plan d'eau du Chapelier (valeur janvier 2005).
3. L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1^{er} Janvier 1996 et porte sur une durée en rapport avec l'échéance d'autorisation.
4. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation (pour les remises en état par phase) 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance.
5. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TP01 et de l'avancement de l'exploitation.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
6. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.